



**Accord-cadre de prestations diverses de services : Mise en place
d'un service de navette régulière entre Saint-Jean et Gustavia à
destination des résidents et travailleurs du territoire de la
Collectivité de Saint-Barthélemy**

Le présent appel d'offres ouvert est soumis aux dispositions des articles R2124-2,1° et
R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique

ANNONCE LEGALE

Maître d'ouvrage :

**COLLECTIVITE DE SAINT BARTHELEMY
GUSTAVIA
97133 SAINT BARTHELEMY**

Conducteur d'opération :

**Service de la Commande Publique
Collectivité de Saint-Barthélemy
Gustavia
97133 SAINT BARTHELEMY**

Pouvoir adjudicateur :

Désignation :

Collectivité d'Outre-Mer de Saint-Barthélemy

BP113

La Pointe Gustavia

97098 Saint-Barthélemy

Téléphone : 05.90.29.80.40

E-Mail : commande.publique@comstbarth.fr

Statut : Collectivité d'Outre-Mer

SIRET : 219 711 231 00072

Activité(s) principale(s) :

- Services généraux des administrations publiques

Le pouvoir adjudicateur n'agit pas pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs.

Profil d'acheteur : <https://www.marches-securises.fr>

La mise à disposition des documents de consultation est également possible au Service de la Commande Publique (une Clef USB sera requise)

Objet de l'accord-cadre :

La présente consultation a pour but la mise en place et l'exploitation d'un service régulier de navettes entre Saint-Jean et Gustavia à destination des résidents et travailleurs du territoire de la Collectivité de Saint-Barthélemy.

Les caractéristiques et modalités techniques de réalisation de cette prestation de service, sont définies au CCTP.

Accord-cadre couvert par l'accord sur les marchés publics (AMP) : non

Forme de l'accord-cadre : Accord-cadre à bon de commande

Lieu principal d'exécution :

Territoire de Saint-Barthélemy (97133)

Code NUTS : FRY1

CPV global à la consultation

CPV principal : 60112000-6

Conformément à l'article L2112-2 du code de la commande publique, le titulaire doit obligatoirement respecter les éléments à caractère environnemental définis dans les pièces techniques.

Les prestations sont traitées à prix unitaires.

Dévolution en marchés séparés

Informations sur les lots :

- Lot 1 : Exploitation de la ligne de navette – Tranche horaire matin (06h00 à 13h00)
- Lot 2 : Exploitation de la ligne de navette – Tranche horaire après-midi (13h00 à 20h00)
- Lot 3 : Exploitation de la ligne de navette – Tranche horaire complémentaire
 - Premier créneau : de 07h00 à 10h00
 - Deuxième créneau : de 11h00 à 13h00
 - Dernier départ : à 16h00, avec fin de service à 18h00

L'accord-cadre est également décomposé en tranche, comme suit :

Tranches	Désignation
Tranche ferme	Expérimentation de la mise en service d'une navette pendant 8 mois pour les trois lots
Tranche optionnelle 1	Extension de la mise en service de navette pour une durée de 12 mois, en cas d'expérimentation concluante.

Il n'est pas prévu de variantes exigées et les variantes ne sont pas autorisées.

Les candidats peuvent présenter une offre pour un ou plusieurs lots mais ne pourront être attributaires que d'un seul lot.

Toutefois, en cas d'infirmité d'un ou plusieurs lots, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de réattribuer ces lots à un candidat déjà attributaire d'un autre lot, sous réserve de son acceptation et de la conformité de son offre aux exigences du marché.

Il n'est pas prévu de retenue de garantie.

Une avance peut être accordée si les conditions de l'article R.2191-3 du Code de la commande publique sont réunies.

Interdiction de soumissionner

L'acheteur, en vertu des articles L.2141-7 à L.2141-11 du Code de la commande publique, peut exclure les candidatures se trouvant dans les situations qui y sont décrites, en

particulier dans les cas qui suivent, sous réserve que dans un délai de 2 jours à compter de la réception d'un courrier l'y invitant, le candidat démontre qu'il a pris les mesures nécessaires pour corriger les manquements qui lui sont reprochés et, le cas échéant, que sa participation à la procédure de passation de l'accord-cadre public n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement.

L'acheteur exclut les personnes qui, au cours des trois années précédentes, ont dû verser des dommages et intérêts, ont été sanctionnées par une résiliation ou ont fait l'objet d'une sanction comparable du fait d'un manquement grave ou persistant à leurs obligations contractuelles lors de l'exécution d'un accord-cadre public antérieur.

L'acheteur exclut les personnes à l'égard desquelles l'acheteur dispose d'éléments suffisamment probants ou constituant un faisceau d'indices graves, sérieux et concordants pour en déduire qu'elles ont conclu une entente avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence.

Présentation de candidature :

Dépôt classique : La candidature peut être faite au moyen des formulaires DC1 et DC2 (formulaires à jour sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ou du DUME (document unique de marché européen, voir site : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>).

Conditions de participation et moyens de preuve acceptables :

Les documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles du candidat sont :

Aptitude :

- L'opérateur économique doit être inscrit sur un registre professionnel ou sur un registre du commerce suivant : Registre du commerce et des sociétés ou répertoire des métiers.
- **Capacité économique et financière :**
 - Indications concernant le chiffre d'affaires annuel général sur 3 ans.
 - Indication concernant le montant couvert par l'assurance pour risques professionnels
- **Capacité technique et professionnelle :**
 - Références des principales fournitures ou des principaux services fournis sur les 10 dernières années.

Les personnes morales sont tenues d'indiquer les noms et qualifications professionnelles des membres du personnel chargés de la prestation.

Procédure : Appel d'offres ouvert

Visite sur site : Avant la remise de l'offre, chaque prestataire est réputé avoir effectué une visite des lieux afin de prendre connaissance de la nature et de la spécificité du réseau routier de l'Île.

En tout état de cause, il ne pourra se prévaloir ultérieurement de la méconnaissance du territoire.

Critères d'attribution

Le classement des offres et le choix du/des attributaire(s) sont fondés sur l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères pondérés qui suivent :

Critères	Pondération
1- Prix des prestations	30.0
2- Qualité des services proposés	50.0
<i>2.1- Organisation et gestion des prestations : continuité, rapport avec la Collectivité etc.</i>	<i>20.0</i>
<i>2.2 – Mesures de suivi : véhicules, conducteurs etc.</i>	<i>20.0</i>
<i>2.3 - Expériences, références et certifications</i>	<i>10.0</i>
3- Performances environnementales : mesures prises afin de réduire l'impact écologique (âge moyen des véhicules, motorisation etc).	20.0

Renseignements d'ordre administratif :

Numéro de référence de l'accord-cadre : 25MF25

La présente consultation est une consultation initiale.

Date d'envoi du présent avis à la publication : 15/09/2025

Date limite de réception des offres : 16/10/2025 à 12:00 (heure Saint-Barthélemy)

Le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre pendant un délai de 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Délivrance du DCE

Le dossier de consultation est téléchargeable sur le profil d'acheteur.

<https://www.marches-securises.fr/> / **Référence : Saint-Barthelemy_977_A_20250915_1**

Une mise à disposition des documents de consultation est également possible au Service de la Commande Publique (une clef USB neuve sous emballage sera requise).

Modalités essentielles de financement et de paiement :

Le délai global de paiement des prestations est fixé à 30 jours.

Modalités de financement des prestations : Sur fonds propres.

Avis périodique :

Il ne s'agit pas d'un accord-cadre périodique.

Informations sur les options : En application des dispositions de l'article R2122-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de passer un accord-cadre ayant pour objet la réalisation de prestations similaires avec le titulaire, et ce, sans publicité ni mise en concurrence préalables.

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire de l'accord-cadre : Après attribution, aucune forme de groupement ne sera exigée.

La même entreprise peut présenter plusieurs candidatures pour l'accord-cadre en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements ;
- en qualité de membre de plusieurs groupements.

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal Administratif de Saint-Barthélemy

Service pour renseignements sur recours

Greffe du Tribunal Administratif de Saint-Barthélemy

34 chemin des Bougainvilliers - Cité Guillard

97100 BASSE-TERRE

Tél: 05 90 38 49 00

fax : 05 90 81 96 70

Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradm.fr

Adresse Internet (URL): <http://saint-barthelemy.tribunal-administratif.fr>

Conditions de remise des candidatures

Les candidatures ou offres sont transmises en une seule fois. Si plusieurs candidatures ou offres sont adressées ou transmises successivement par un même candidat, seule la dernière reçue dans le délai fixé pour la remise des candidatures ou offres sera ouverte.

Les candidatures ou offres peuvent être adressées ou remises dans les conditions suivantes :

- Par transmission électronique à l'adresse :

<https://www.marches-securises.fr/> / **Référence : Saint-Barthelemy_977_A_20250915_1**

- La présentation sur un support physique se fait soit par :
 - L'envoi par voie postale (lettre recommandée avec accusé réception),
 - La remise contre récépissé, à l'adresse suivante :

Hôtel de la Collectivité de SAINT-BARTHÉLEMY - Service de la Commande Publique
La Pointe - Gustavia - 97133 SAINT-BARTHÉLEMY

Sous plis cacheté avec la mention "Ne pas ouvrir" - L'identification de la procédure et l'éventuel lot concerné

Signature des documents transmis par le candidat

Il n'est pas exigé des candidats que l'acte d'engagement soit signé(e) électroniquement tant à la réception des offres, que lors de l'attribution.

En cas de signature électronique volontaire des documents de la candidature ou de l'offre de la part des candidats, celle-ci se fait conformément aux conditions fixées par l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique.

Autres Informations

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qu'ils ont déjà transmis dans une précédente consultation et qui demeurent valables.

Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir une demande au moyen du profil d'acheteur (ou par courriel à commande.publique@comstbarth.fr) au plus tard avant le 09/10/2025 à 12h00 (heure Saint-Barthélemy).

Adresse auprès de laquelle des renseignements complémentaires peuvent être obtenus :

- pour les renseignements d'ordre administratif et technique :

Collectivité d'Outre-Mer de Saint-Barthélemy / Service de la Commande Publique
Adresse : Hôtel de la collectivité – La Pointe Gustavia – BP113 – 97098 Saint-Barthélemy
Tél : 05.90.29.80.42
Courriel : commande.publique@comstbarth.fr
Horaires d'ouvertures :
Tous les jours du lundi au vendredi : 7:30 - 12:00 et 13:30 - 17:00
Sauf mercredi : 7:30 - 12:30